



**Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate**

Bilan environnemental 2025 : une dérive autoritaire est-elle en marche?

Montréal, le 8 décembre 2025 – Des organisations et groupes environnementaux font front commun pour tirer la sonnette d'alarme : l'année qui vient de s'écouler marque un tournant inquiétant pour la démocratie environnementale au Québec et au Canada. Sous prétexte « d'accélération économique », les gouvernements multiplient les mesures législatives qui affaiblissent les lois et les contre-pouvoirs, marginalisent la science et réduisent la participation citoyenne.

Un recul démocratique préoccupant au Québec

Au cours de la dernière année, une accumulation inédite de projets de loi fragilisant l'État de droit a été constatée, notamment par l'utilisation du bâillon, le dépôt d'omnibus et l'élargissement du pouvoir discrétionnaire du gouvernement. Parmi les exemples les plus préoccupants, on peut citer le projet de loi 69 (énergie), le projet de loi 97 (régime forestier), le projet de loi omnibus 81, le projet de loi 93 (Stablex), le projet de loi 7, et le récent projet de loi constitutionnelle.

Mis ensemble, ces textes traduisent une tendance lourde d'effritement de l'État de droit et d'affaiblissement des garde-fous démocratiques.

« Quand un gouvernement limite les débats, contourne ses propres lois, s'attaque à la légitimité scientifique, réduit les contre-pouvoirs et renforce la concentration de pouvoir entre les mains de quelques personnes, ce sont les fondements même de notre démocratie qui sont attaqués ».

L'environnement également mis sur le banc des sacrifiés par le fédéral

Les organisations dénoncent une rhétorique gouvernementale qui oppose constamment l'environnement au développement économique et qui sous-entend que les normes environnementales sont un "fardeau", un même fil rouge qui se dessine au niveau fédéral, notamment avec l'adoption du projet de loi C-5 et le dépôt du projet de loi C-15 (loi budgétaire), actuellement discuté au Parlement canadien.

Les organisations rappellent que la démocratie, la science et les lois environnementales ne sont pas des obstacles pour le Québec, mais bien des fondations essentielles pour le bien-être collectif et pour une économie qui soit véritablement résiliente et soutenable. Lorsque les lois deviennent optionnelles, les atteintes à l'environnement et plus largement à la protection des droits de la population et des premiers peuples deviennent inévitables.

Les organisations appellent les gouvernements du Québec et du Canada à suspendre les mesures législatives qui affaiblissent le droit environnemental, à respecter les droits des peuples autochtones, à rétablir la place de la science dans les processus décisionnels, à encourager la participation citoyenne et démocratique, et à protéger les principes qui sous-tendent le respect de l'État de droit.

Les organisations environnementales invitent la population, les élu-es, les médias et les institutions à se mobiliser pour préserver la démocratie, la protection de l'environnement et le respect des savoirs et de la science, devenus des parties intégrantes de nos valeurs sociétales fondamentales.

« L'environnement, c'est le canari dans la mine. Si nous ne travaillons pas tous et toutes ensemble pour contrer cette dérive autoritaire, elle continuera de faire d'autres victimes au nom de la sacro-sainte croissance économique. »

– 30 –

LISTE DES SIGNATAIRES

Alain Branchaud, directeur général, Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec)
Geneviève Paul, directrice générale, Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE)
Alice-Anne Simard, directrice générale, Nature Québec
Thibault Rehn, coordonnateur, Vigilance OGM
André Bélanger, directeur général, Fondation Rivières
Sabaa Khan, directrice générale, Fondation David Suzuki (Québec)
Karel Ménard, directeur général, Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets
Martin Vaillancourt, directeur général, Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)
Rébecca Pétrin, directrice générale, Eau Secours
Marc-André Viau, directeur des relations gouvernementales, Équiterre
Chantal Levert, coordonnatrice générale, Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)

Chloé Tremblay Cloutier, coordonnatrice développement et partenariats, Réseau Demain le Québec
Louis Couillard, responsable de la campagne climat-énergie, Greenpeace Canada
Gabrielle Spenard-Bernier, co-directrice, Mères au front

Plus d'informations

- [Consultez la fiche technique](#)

CONTACTS MÉDIAS

Sophie Turri
Directrice des communications, CQDE
438 979-7951
sophie.turri@cqde.org

Charlène Daubenfeld
Directrice des communications, SNAP Québec
514 378-3880
communications@snapquebec.org

David Beauchamp
Responsable des communications, Fondation Rivières
438 501-8140
david.beauchamp@fondationrivers.org

Alexandre St-Amant
Spécialiste des communications et affaires publiques, Fondation David Suzuki
438 494-8214
astamant@davidsuzuki.org

Lucie Bédet
Chargée des communications, Nature Québec
581 980-8198
lucie.bedet@naturequebec.org